

Titre : Nourrir les civils dans Lille occupée

Thématique et problématique

Les sociétés en guerre : des civils acteurs et victimes de la guerre

Comment l'alimentation des civils permet-elle de comprendre leur place dans la guerre ?

Compétences visées :

Travailler les compétences en Histoire géographie :

Mettre un événement en perspective

Procéder à l'analyse critique d'un document selon une approche historique

Document n°1 : Un bilan de la santé des habitants de Lille

La santé des Lilloises et des Lillois se dégrade rapidement sous l'effet des privations alimentaires. Autorité médicale reconnue, le docteur Albert Calmette (1863-1933) dresse un état des lieux inquiétant après un an et demi d'occupation.

Lettre du docteur Calmette, à Monsieur Guérin-Pelissier, président du Comité exécutif Hispano-américain, 23 mai 1916, 6 pages dactylographiées.

« L'état sanitaire de la ville de Lille inspire des inquiétudes de plus en plus vives à ceux qui ont pour mission d'en assurer la sauvegarde. Après une très violente épidémie de fièvre typhoïde, brusquement apparue à la suite d'une contamination massive des eaux d'alimentation et qui a frappé 1 167 personnes, occasionnant 208 décès, mais qui fut rapidement circonscrite puis éteinte grâce à la stérilisation des eaux potables et aux vaccinations antityphiques, la population, plus particulièrement celle qui réside intra muros, fournit une mortalité qui ne cesse de s'accroître.

Cette mortalité frappe surtout les adolescents et les vieillards. Elle résulte manifestement de ce que la plupart des familles qui n'ont d'autre ressource que leur indemnité de chômage ou l'allocation de secours militaire ne peuvent se procurer que des aliments tout à fait insuffisants en quantité et en qualité. Il est impossible à ces familles d'acheter quoi que ce soit en dehors des rations distribuées par le Comité Hispano-Américain. Or celles-ci sont trop pauvres en matières azotées et trop exclusivement constituées par des céréales, des légumineuses sèches et du lard salé.

Plus encore que la mortalité, la morbidité est nettement influencée par cette insuffisance d'alimentation. J'ai pu constater plusieurs cas de véritable scorbut. La tuberculose, dans ses formes aiguës les plus graves, se développe avec une intensité que nous n'avons jamais connue et chez beaucoup de sujets qui étaient atteints de lésions bénignes plus ou moins anciennes, elle évolue rapidement vers la phtisie. [...]

Cette situation déplorable est toute particulière à la Ville de Lille. Ni les localités rurales environnantes, ni les grandes agglomérations de Roubaix et Tourcoing ne la présentent. Il faut en voir exclusivement la cause dans ce fait que la population de Lille seule se trouve complètement isolée des campagnes, et dans l'impossibilité absolue de se procurer à des prix abordables les légumes, les œufs, les pommes de terre, les oignons, etc. qui permettraient de varier le régime alimentaire. [...]

Dans la région agricole d'Avesnes par exemple, et aussi dans certaines communes aux portes de Lille, les œufs et le beurre sont à très bas prix, les légumes verts abondent et les producteurs ne parviennent pas à les vendre. Pourquoi ne pas permettre à un ou plusieurs commerçants dûment contrôlés ou aux commissions locales de ravitaillement, d'approvisionner Lille avec

l'excédent de production de ces communes ? [...]

C'est pourquoi, Monsieur le Président, j'ai pensé qu'en raison de tout ce que vous avez fait avec tant de dévouement pour assurer l'alimentation des régions occupées du Nord de la France, vous voudrez bien intervenir soit auprès des hautes commissaires délégués de la Commission for Relief in Belgium, soit auprès du haut Commandement allemand [...] »

Source : Archives départementales du Nord, 9 R 617

Document n°2 : La spéculation sur les denrées alimentaires à Lille

Trois jours après la mobilisation générale en France (1^{er} août 1914), les prix des denrées alimentaires font l'objet de spéculation à Lille. Des habitantes écrivent au préfet du Nord pour s'en plaindre (l'orthographe a été respectée).

Lille, le 4 août 1914

« Monsieur le Préfet,

Nous vous écrivons ces quelques lignes pour vous demander que vous ayez la bonté d'intervenir aux près des commerçants à seul fin qu'il naugmente plus leur marchandise car vous devez bien penser que nous avons plus d'hommes pour rapporter leur semaine à seul fin de donner du pain à nos enfant et nous ne pouvons pas seulement leur donner du pain et de l'eau pour les élevées car tout les boulangers il l'augmente ainsi que l'indépendante sa devrer être une maison qu'il devrer nous assistez et c'est le contraire se sont eu qu'il l'augmente le premier le pain qu'il était à 50 centimes il est à 55 et plus de bénéfice alors vous voyez que si nous avons 10 sous nous n'avont pas 11 et dans les autres boulangers il le vende à des gens qu'il ne sont pas leur client à 75 centimes les trois livres car si cela continue vous pouvez on être sur que nous alon nous metre tous ensemble nous mère de famille puisque les commerçants il dise qu'il na plus d'hommes que nous ne pourront rien faire s'il ne veule pas baisser leur prix dissi 8 jours nous à l'on tout leur abatre et nous leur feron voir que nous somme seulement que des femmes. Veuillez agréer Monsieur le Préfet nos sincère salutation ayez pitier s'il vous plait

Un groupe de mère de famille de Wazemmes et d'Esquerme »

Source : Archives départementales du Nord, 9 R 114

Document n°3 : L'entrée en guerre et l'assistance aux indigents

Alors que l'Allemagne a déclaré la guerre à la France le 3 août, les autorités s'organisent pour assurer les secours aux familles privées de ressources, en l'absence des hommes mobilisés.

Le Préfet du Nord à Messieurs les Maires du Département, Lille, le 10 août 1914.

« Par circulaire du 5 août courant, je vous ai fait connaître les conditions dans lesquelles il convenait de venir en aide, soit aux indigents, soit aux familles dont les soutiens sont appelés sous les drapeaux et je vous ai prié de procéder dans la mesure du possible à des distributions de secours en nature. J'ai l'honneur aujourd'hui d'appeler votre attention sur l'intérêt que présenterait l'installation, dans votre commune, d'une ou plusieurs cuisines populaires destinées à la distribution d'aliments cuits. Dans plusieurs localités, où elles ont été instituées, ces organisations ont donné les résultats les plus encourageants ; elles apparaissent comme éminemment pratiques et de nature à soulager au mieux les infortunes résultant, soit de l'appel

des chefs de famille sous les drapeaux, soit du chômage forcé de divers établissements industriels ou commerciaux.

[...] Les repas doivent être composés d'aliments sains et substantiels sans superflu inutile : à titre d'indications : soupe aux légumes, bouillon, pommes de terre, haricots, pois (pois ronds ou petits pois), lentilles, macaroni ; de temps à autre : viande de boucherie. (outre cela, il y a lieu de faire des achats de pain, sel, poivre, saindoux, gras de bœuf, etc.)

[...] Voici deux types de menus établis par des cuisines populaires, déjà en fonctionnement :

a) lundi, haricots, pommes de terre, sauce ; mardi petits pois, pommes de terre, sauce ; mercredi macaroni, pommes de terre, sauce ; jeudi haricots, pommes de terre, sauce ; vendredi riz, pommes de terre, sauce ; samedi lentilles, pommes de terre, sauce ; dimanche petits pois, pommes de terre, sauce. (deux repas, l'un à 11h, l'autre à 18h).

b) Soupe au bouillon – par personne : volume d'une assiette creuse ordinaire – ration de pommes de terre ou ration de haricots, 1 livre pain ; viande une ou deux fois par semaine (une seule distribution par jour, à midi). [...]

En cas d'impossibilité absolue d'assurer un service de cuisine populaire, il est possible, par des distributions d'aliments en nature non encore soumis à la cuisson, de pourvoir à la nourriture des familles. Ainsi par exemple, pour une semaine et par personne, telle commune distribue : 2 kgs de pommes de terre ; 200 g haricots ; 200 g pois ronds ; 200 g macaroni ; 200 g riz ; 50 kgs de charbon, 2 kgs 800 de pain, mais la distribution d'aliments préparés est évidemment préférable.

J'ai l'intime conviction que vous ne ferez pas en vain appel au concours des habitants de votre commune pour mettre sur pied et faire vivre une œuvre si profondément humanitaire, et que tous vos efforts personnels tendront à lui faire produire le maximum d'effets utiles. Ce faisant vous rendrez un signalé service à la nation qui, à l'heure actuelle, a besoin du concours actif de tous ses enfants indistinctement dans la mesure de leurs moyens, de leurs forces et de leurs capacités. Je serais heureux de connaître le résultat des efforts que vous aurez pu tenter dans cette voie et mon administration se tient à votre disposition pour vous donner tous les renseignements complémentaires qui vous seraient nécessaires.

J'ajoute que d'une façon générale, vos distributions de secours doivent être étendues sans aucune réserve aux sujets belges, russes et anglais. Dans les heures graves que nous traversons, l'étroite union des peuples amis de la France ne doit pas se manifester seulement sur les champs de bataille, mais dans la vie civile, dans les relations quotidiennes de la ville et de la campagne, et, dans un même élan de foi patriotique, vous devez aide et assistance à tous ceux qui sont associés pour la défense du droit et de la liberté. Je sais que je peux compter sur votre dévouement le plus absolu.

Le Préfet du Nord, Félix Trépont. »

Source : Archives départementales du Nord, 9 R 204

Document n°4 : Le Bulletin de Lille et l'alimentation

À la suite de l'occupation de Lille, qui débute en octobre 1914, la parution des journaux est suspendue. Le *Bulletin de Lille* est cependant créé et publié, sous le contrôle de l'occupant allemand, diverses informations parmi lesquelles l'alimentation tient une grande place.

22 novembre 1914

Il devient nécessaire que Messieurs les boulangers disent aux consommateurs qu'ils doivent économiser le pain et accepter le pain dit complet, moins blanc, mais presque aussi agréable et plus nutritif que le pain français. Dans les arrondissements voisins de l'arrondissement de Lille, des dispositions ont été prises en vue de la réduction de la quantité (à 400 grammes par jour et par habitant adulte) de pain gris. Les consommateurs doivent, dès maintenant, se porter sur d'autres aliments du même ordre nutritif : haricots, pommes de terre, riz. La Municipalité, soucieuse des besoins de la population et d'accord avec l'autorité militaire allemande, a fait battre du blé et le fait moudre ; mais la quantité que les champs de l'arrondissement de Lille peuvent produire, ne serait pas suffisante pour répondre aux nécessités actuelles : l'alimentation des habitants et d'une partie de l'armée allemande occupant la ville ou la traversant. Il convient que tous comprennent la gravité de la situation et que chacun ait souci de faciliter la tâche de ceux qui, à tout prix, veulent éviter la disette à Lille. Un petit sacrifice par le consommateur consistera à accepter le pain lillois d'automne 1914, en qualité et en quantité amoindries. La pomme de terre est à un prix raisonnable. Elle sera fournie, à raison de 12 francs les 100 kilos par quantités inférieures à 500 kilos et à 10 francs par quantité égale ou supérieure à 500 kilos. S'adresser à la Mairie, service des Finances. La Commission de Ravitaillement.

26 novembre 1914

La farine est vendue par la Ville à raison de 33 francs le quintal. Le pain de deux livres doit, par conséquent, être vendu aux particuliers 37 centimes et demie. Aux pauvres assistés par le Bureau de Bienfaisance, le pain doit être cédé pour le prix du bon soit 0 fr 35. La Ville se verra dans l'obligation de refuser de la farine aux boulangers qui réclameront encore un supplément d'un sou par pain aux indigents.

29 novembre 1914

La question de la farine nécessaire à l'alimentation de la ville devient de plus en plus grande. Monsieur le Maire de Lille n'a cessé de se préoccuper des moyens d'assurer la vie des habitants et a eu à ce sujet de fréquentes conférences, soit par lui-même, soit par les personnes dévouées qui suivent avec lui cette question de ravitaillement avec les autorités allemandes. [...]

À son excellence le général von Heinrich, Lille. Excellence. Par ma lettre en date du 20 novembre, j'avais l'honneur d'attirer toute votre bienveillante attention sur la question du ravitaillement de notre Ville en farine et en charbon. La crise s'aggrave d'heure en heure et me cause les plus angoissantes préoccupations. En ce qui concerne la question du charbon, j'espère, grâce aux démarches que je fais faire de tous côtés par des hommes dévoués, pouvoir parer pour quelques temps aux besoins les plus urgents. Mais il n'en est pas de même de la farine. Il n'existe plus à ma connaissance un seul sac disponible à Lille. L'Autorité allemande qui avait réquisitionné les deux seuls grands moulins de Marquette qui approvisionnaient encore notre Ville, a bien voulu cette semaine laisser un de ces moulins à notre disposition : celui de Monsieur Despret. Mais, pour alimenter ce moulin, il nous faut pouvoir acheter du blé. Or, tout le blé des communes qui nous environnent est aujourd'hui réquisitionné, et il nous est ainsi absolument impossible de nous en procurer. Pour surcroît de malheur, on vient de nous avertir qu'on réquisitionnait également la principale de nos boulangeries coopératives « l'Indépendante » qui faisait journellement 15 000 pains, principalement destinés à la population ouvrière et aux établissements charitables. Si cet état de choses continue, c'est la famine absolue qui va atteindre des milliers de familles indigentes, composées surtout de femmes et d'enfants. Aujourd'hui, déjà, le pain ne se compose plus que d'un tiers de farine de froment. Vous avez bien voulu, Excellence, proclamer que vous preniez cette grande Ville sous votre protection. Vous ne voudrez pas, j'en suis sûr, la laisser mourir de faim. On nous conseille

aujourd'hui de nous adresser à la Suisse, pour en obtenir des États-Unis le ravitaillement de la population civile, comme l'a obtenu la Belgique. Nous allons tenter cette démarche, mais elle ne peut donner que des résultats lointains. En attendant, permettez-moi d'espérer que vous n'acculerez pas à l'extrême misère de la faim tant d'êtres inoffensifs. La guerre a ses exigences, mais l'humanité ne perd pas ses droits. Je vous salue bien respectueusement.
Le Maire de Lille, Ch. Delesalle.

11 avril 1915

La municipalité est heureuse de porter à la connaissance de ses concitoyens que ses démarches auprès du Comité national belge, placé sous le patronage des Ministres d'Espagne et des États-Unis, ont abouti, et que le ravitaillement par les soins de l'« American commission for relief in Belgium » est en bonne voie de réalisation. Toutefois, chacun comprendra qu'une organisation aussi compliquée, qui doit englober toutes les communes du territoire occupé, demandera plusieurs semaines avant de pouvoir fonctionner.

La Commission américaine prescrit comme condition expresse qu'aucune portion de la farine livrée par elle ne pourra servir à d'autres besoins que ceux de la population civile, et que celle-ci devra être rationnée à raison de 250 grammes de pain par tête et par jour. Comme première application de cet accord, il convient d'établir le plus tôt possible le recensement de tous les consommateurs, par ménage ou par famille vivant sous le même toit. À cet effet, les chefs de famille auront à fournir, dans le plus bref délai possible, les renseignements qui seront demandés par voie d'affiche et qui seront reçus dans les locaux désignés par celle-ci. La Municipalité compte sur la bonne volonté de tous pour l'aider dans la tâche délicate de l'organisation, la Commission américaine ayant stipulé que tout défaut de sincérité pourrait entraîner la rupture de l'accord. »

Source : Archives départementales du Nord, 9 R 541 : Bulletin de Lille

Document n°5 : La libération de Lille et le ravitaillement

Le secrétaire général du Comité d'alimentation du Nord de la France, Edmond Labbé, réagit auprès Préfet du Nord, le 22 octobre 1918, à la libération de Lille. Sa prudence s'explique par les incertitudes encore très grandes autour du ravitaillement.

Nous sommes très heureux de voir la sollicitude dont nous sommes entourés. Dès la première heure, des Anglais, des Français des divers ministères se sont aimablement présentés à nous et nous ont promis de nous venir en aide en ce qui touche le ravitaillement. C'est avec plaisir que nous avons accueilli ces assurances. Mais le malheur rend circonspect : nous craignons un peu en cette occurrence que la multiplicité des bonnes volontés ne soit un obstacle aux efforts, et nous avons peur qu'on ne trouve pas à temps les moyens pratiques de nous empêcher de manquer de vivres lundi prochain. En effet, ni l'armée anglaise ni le gouvernement français n'ont dû penser avoir à ravitailler du jour au lendemain 500 000 habitants rien que pour l'arrondissement de Lille débarrassé des Allemands. Jusqu'à présent les régions libérées ne comprenaient que quelques centaines ou quelques milliers d'habitants. Le problème posé aujourd'hui est beaucoup plus ardu. Sa solution serait bien facilitée si la Belgique était débloquée et que nous pussions entrer en contact avec Bruxelles. Car alors on pourrait disposer des stocks de la Commission for Relief in Belgium et les moyens de transport ne manqueraient pas. Nous émettons les vœux les plus sincères pour que ces espérances se réalisent sans tarder, mais en attendant il faut aviser. C'est ce qui nous amène à vous soumettre les observations et le projet ci-après :

Alimentation.

Nous avons à résoudre le problème suivant : comment alimenter les 500 000 habitants répartis dans l'arrondissement de Lille ? Il est à remarquer que les ressources locales font complètement défaut et que les moyens de transport ont disparu. Jusqu'ici la Commission for Relief in Belgium et le Comité hispanique ont pourvu à la nourriture de cette population avec un maximum de 1 600 calories par jour et par tête. Les physiologistes sont unanimement d'accord pour déclarer que cette ration est tout à fait insuffisante ; elle ne convient même pas à l'entretien d'un homme condamné à rester toute la journée dans son lit. Il faut donc augmenter cette ration. [...] enfin ne perdons pas de vue que nos malheureuses populations, qui ont tant souffert durant quatre ans, escomptent, avec la délivrance, une nourriture plus abondante, plus variée que celle qu'on lui a assurée jusqu'ici. Il faut refaire physiologiquement une grande partie de cette population qui a été pendant si longtemps insuffisamment nourrie. [...]

Si certains principes généraux de la Commission for Relief in Belgium comme l'égalité du rationnement, la vente sans bénéfices, etc., nous semblent devoir être maintenus, nous ne croyons pas toutefois que le fonctionnement actuel de la plupart des Comités locaux puisse subsister. Afin de diminuer les frais généraux, et aussi pour utiliser les concours qui se devaient à l'intérêt public, les Comités de ravitaillement ont le plus souvent fait appel à des collaborateurs bénévoles et à ceux des fonctionnaires que les circonstances empêchaient d'exercer leur emploi. Mais la plupart des fonctionnaires vont rentrer dans leurs cadres administratifs normaux et ne seront plus disponibles pour les Comités. Quant aux autres volontaires gracieux ou même salariés à un taux très faible, les nécessités mêmes de l'existence les obligent à renoncer à une tâche peu ou pas rémunérée. Il faudra donc s'adresser au commerce. Ce seront les boulangers, ce seront les magasins particuliers qui auront à procéder à la répartition au public. Mais leur liberté d'action sera limitée, tant par le taux de la ration fixé par l'organisme central que par l'imposition d'un prix de vente uniforme. Il convient d'élaborer un système de contrôle et d'établir des sanctions contre ceux qui chercheraient à se dérober aux règles nécessairement imposées. »

Source : Archives départementales du Nord, 9 R 1209

Document n°6 : Faire de la poésie à Lille sous l'occupation

Ravitailleurs !

Aux exploiters des malheureux occupés !

Le pain noir est mauvais et d'aspect misérable ;
C'est un pesant mastic insipide et gluant,
On hésite à le prendre en se mettant à table,
Tant ce bloc sans valeur est inappétissant.
Quand pourrons-nous manger le petit pain si tendre,
Le pain de fine fleur, blanc, léger, délicat,
Manne délicieuse et qu'on ne peut plus vendre
Qu'au riche millionnaire ou bien au scélérat
Qui nous exploite tant lorsqu'il nous ravitaille,
En prélevant, d'abord, un bénéfice tel,
Que bientôt il croira, ce fourbe qui nous raille,
Être, au bord du Pactole, un seigneur immortel.
Tout est inabordable à nos faibles ressources,

Si nous avons besoin aujourd'hui d'acheter
Lait, beurre, viande ou sucre, ah! pour nos maigres bourses,
Les prix sont excessifs, il faut y renoncer.
Ce mal est inhérent au fléau de la guerre ;
Qu'ils séjournent à Lille ou qu'ils viennent d'ailleurs,
Ils insultent vraiment à la sainte misère
Du peuple qui maudit tous les ravitailleurs. [...]
15 novembre 1916.

Source : Clément Durand, *Lille pendant l'Occupation allemande. Chroniques rimées du 13 octobre 1914 au 17 octobre 1918*, Lille, Imprimerie La Gutenberg, 1919, p. 78-79.

Document n°7 : Une protestation contre l'approvisionnement à Lille

Messieurs,
Une dépêche a été expédiée pour surseoir aux envois de choux. Nous en avons reçu en quantités énormes. Actuellement, la Ville de Lille a encore à écouler 400 000 kgr de choux à des consommateurs qui en sont sursaturés. Le comité local a dû, pour forcer un peu la vente, obliger les personnes qui désirent des carottes ou d'autres légumes à acheter aussi des choux. Mais le public récrimine, et nous recevons de nombreuses plaintes, dont nous vous adressons un spécimen :
« Lille, 30 septembre 1917.
Monsieur, « Seigneur, délivrez-nous des choux »! Pourquoi cette avalanche de choux ? Pourquoi cette obligation de manger des choux ? Si vous voulez des tomates il faut prendre des choux ! Si vous voulez des carottes encore des choux ! Si vous voulez des pommes de terre toujours des choux !
Il faut pourtant bien les manger et on les achète. Ça devient écœurant. En avez-vous déjà mangé pendant huit jours consécutifs et certains jours à midi et au soir ? Essayez !
Cette semaine ma femme n'a pas été chercher ses carottes pour éviter les choux ! Mais comme nous désirons profiter des pommes de terre il faudra passer par les choux ! Nous en avons encore quatre qui attendent leur tour. Nous ne sommes donc plus libres ? Il faudra nous passer de tout légume ou manger jusqu'à la mort des choux ! L'Inquisition n'avait pas pensé à ce supplice.
De plus cette vente forcée augmente la dépense des ménagères. Ne pourriez-vous donc pas nous rendre la libre disposition de notre argent. Laissez donc les choux à ceux qui les plantent ; ce ne doit pas être un contrat. Les choux, les tomates, les carottes, les pommes de terre ne doivent pas provenir du même fournisseur.
Espérant que vous pourrez changer cet état de choses, daignez agréer, Monsieur, mes salutations.
Signé Lenglet, 8 Place Simon Vollant. »
Nous sommes obligés de reconnaître que ces réclamations sont fondées. Aussi serions-nous heureux si les achats, sans diminuer d'importance, pouvaient porter sur d'autres légumes.
[...] Le Secrétaire général.

Source : Archives départementales du Nord, 9 R 1329, lettre du secrétaire général du Comité d'alimentation du Nord de la France au bureau de Bruxelles.

Document n°8 : La distribution du ravitaillement

Les employés d'un local d'alimentation, rue Kléber à Lille, en 1916



Source : Archives départementales du Nord

COMPTES
DE LA MÉNAGÈRE
EN 1914

Lait condensé (boîte) . . .	0.30
Un œuf	0.10
Un kilo de beurre. . . .	3.50
» de fromage	3.20
» de sucre	0.65
» de chocolat	2.60
» de café	4.00
» de pain	0.30
» de farine.	0.40
» de pommes de terre	0.10
» de riz.	0.60
» de haricots	0.80
» de bœuf	1.80
» de jambon	4.00
» de porc.	3.20
» de sel.	0.10
» de carottes	0.10
Une bobine de fil	0.45
<hr/>	
Total.	26.20



COMPTES
DE LA MÉNAGÈRE
EN 1918

Lait condensé (boîte) . . .	9.00
Un œuf	2.25
Un kilo de beurre. . . .	46.00
» de fromage. . . .	60.00
» de sucre	26.00
» de chocolat. . . .	92.00
» de café	80.00
» de pain	10.00
» de farine. . . .	16.00
» de pommes de terre	4.25
» de riz.	18.00
» de haricots	14.00
» de bœuf	28.00
» de jambon	60.00
» de poivre. . . .	125.00
» de sel.	0.75
» de carottes	2.45
Une bobine de fil	3.00
Total.	596.70



Proposition de travail : Les sociétés en guerre : des civils acteurs et victimes de la guerre, l'exemple du ravitaillement alimentaire de Lille de 1914 à 1918

Compétences mises en œuvre :

Maîtriser et utiliser des repères chronologiques et spatiaux :

- Mettre un événement en perspective
- Mettre en relation des faits ou événements de natures, de périodes, de localisations différentes

S'appropriier les exigences, les notions et les outils de la démarche historique et de la démarche géographique :

- Procéder à l'analyse critique d'un document selon une approche historique ou géographique
- Utiliser une approche historique ou géographique pour mener une analyse ou construire une argumentation

Proposition d'activité :

Lille, capitale des Flandres, est rapidement occupée par l'armée allemande (octobre 1914). Pendant quatre ans, les civils vivent « à l'heure allemande » : l'une des principales manifestations de cette situation réside dans les difficultés du ravitaillement.

L'objectif de cette activité consiste à identifier les civils en tant que victimes de la guerre, compte tenu des privations qu'ils endurent, tout en identifiant les capacités de résilience, les ressources de ces femmes et de ces hommes qui cherchent à survivre.

On pourra procéder en plusieurs temps, autour d'un dossier documentaire relativement étoffé :

- D'abord en mettant en évidence les contraintes qui pèsent sur le ravitaillement des civils restés à Lille – majoritairement des femmes, des enfants et des hommes âgés, les hommes en âge de se battre ayant été mobilisés –, de l'entrée en guerre jusqu'à la libération, qui ne rétablit pas immédiatement la situation d'avant-guerre. Le rôle du professeur sera d'explicitier certains aspects auxquels les documents font allusion.
- Ensuite, en adoptant une démarche d'historien pour questionner la nature des documents proposés : quelles traces peuvent laisser des privations alimentaires ? Cela permettra de différencier les documents et de mesurer leur portée respective.
- Enfin, en recherchant les solutions conçues pour que les civils puissent survivre pendant cette occupation militaire. Elles incluent la mise en place d'un organisme, la Commission for Relief in Belgium fondée par l'ingénieur américain Herbert Hoover, dont la distribution du ravitaillement est assurée par le Comité d'alimentation du Nord de la France, mais aussi des accommodements comme les chansons ou l'humour.